

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES CCTP**

---

**Marché public de maîtrise d'œuvre en vue de la construction de  
l'Antenne Locale d'Insertion et de Probation à Bonneville**

---

### **Maître de l'ouvrage :**

**DIRECTION INTERREGIONALE  
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LYON  
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES  
19 rue Crepet  
69366 LYON CEDEX**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – CADRAGE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – CONTENU DE LA MISSION .....</b>	<b>4</b>
3.1 PARTIE TECHNIQUE 1 : ETUDES D'AVANT-PROJET DÉFINITIF (APD) .....	8
3.2 PARTIE TECHNIQUE 2 : ETUDES DE PROJET (PRO) ET AMT (DCE) .....	12
3.4 PARTIE TECHNIQUE 3 : ASSISTANCE AU MAÎTRE DE L'OUVRAGE POUR LA PASSATION DU OU DES MARCHES DE TRAVAUX (AMT).....	14
3.5 PARTIE TECHNIQUE 4 : DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX (DET), VISA DES ETUDES D'EXÉCUTION (VISA) .....	15
3.6 PARTIE TECHNIQUE 5 : ASSISTANCE AUX OPÉRATIONS DE RÉCEPTION ET GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (AOR-GPA) .....	18
<b>ARTICLE 4 – MISSIONS COMPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>20</b>
4.1. ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION (OPC).....	20
4.2. CONCEPTION ET COORDINATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE (CCSSI) .....	29
<b>ARTICLE 5 – LIMITES D'INTERVENTION .....</b>	<b>30</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché (CCTP) a pour objet de définir la consistance des missions dont sera chargé le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

Il complète et précise contractuellement l'étendue et le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre, définie en référence aux textes visés à l'article 2 du CCAP, ainsi qu'au CCAG-PI, en ce qu'il définit le rôle du maître d'œuvre dans l'exécution des contrats de travaux.

Il est toutefois expressément convenu que les obligations du maître d'œuvre ne sont pas limitées aux seules stipulations des articles suivants. En effet, le maître d'œuvre a une obligation générale de conseil et d'alerte visant à mener à bonne fin la réalisation des opérations que lui confie le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 2 – CADRAGE GENERAL DE L'OPERATION**

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Lyon a décidé de procéder à des travaux de rénovation ou reconstruction des locaux destinés aux services d'insertion et de probation dans le cadre de son programme pluriannuel de rénovation construction.

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) sont des services déconcentrés de l'Administration Pénitentiaire, chargés du contrôle et du suivi des personnes placées sous main de justice, en milieu ouvert et, ou fermé. Ils contribuent ainsi à la prévention de la récidive et favorisent la réinsertion de la population carcérale.

L'Antenne Locale d'Insertion Probation (ALIP) de Bonneville est une antenne mixte, intervenant en milieu ouvert et fermé. Elle est rattachée au SPIP de Haute-Savoie, basé à Annemasse.

Cet ensemble se révèle aujourd'hui peu adapté en termes d'exigence de capacité d'accueil (trop petit), de fonctionnalité (surfaces de circulations, étroitesse des bureaux...) et de confort (déperditions thermiques, surchauffe estivale...).

La mission de Maîtrise d'œuvre porte sur la construction de ce bâtiment, dont le programme est détaillé dans le document relatant la teneur et les conclusions des études pré-opérationnelles menées par la Maîtrise d'ouvrage.

L'opération porte sur la création d'une surface neuve estimée à 400m<sup>2</sup> de surface utile. Le projet comprend quelques raccordements aux existants (compris matériaux contenant de l'amiante) et portera également sur les aménagements extérieurs du site.

## ARTICLE 3 – CONTENU DE LA MISSION

Les objectifs définis par livre IV du Code de la commande publique (ex-loi MOP et décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 abrogé) et son annexe n°20 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, sont complétés pour chaque élément de mission par les dispositions suivantes.

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre portent sur une opération de construction neuve de bâtiment au sens de l'article R. 2431-4 du Code de la commande publique. **Elle comporte également quelques interventions de raccordement aux existants.**

Les éléments de mission identifiés sont découpés en parties techniques au sens de l'article 20 du CCAG PI.

Mission de base (construction neuve)		Acronyme
Obligatoire	Études d'esquisse (concours)	ESQ
	Études d'avant-projet sommaire (concours)	APS
	PT1 : Études d'avant-projet définitif	APD
	PT2 : Étude de projet	PRO
	PT3 : Assistance à la passation des marchés de travaux	AMT
	PT4 : Visa des EXE des entreprises	VISA
	PT4 : Suivi ou direction de la réalisation des travaux	DET
	PT5 : Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	AOR
Missions complémentaires	MC1 : Ordonnancement Pilotage Coordination	OPC
	MC2 : Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie	CSSI

Sont compris dans les éléments de mission mentionnés ci-dessous :

- La détermination des coûts d'exploitation et de maintenance, la justification des choix architecturaux et techniques par l'analyse du coût global de l'ouvrage en proposant, éventuellement, la mise en place d'un système de gestion ;
- La coordination et la vérification des actions effectuées par les intervenants extérieurs à la maîtrise d'œuvre : CT, CSPS, diagnostiqueurs ou tiers intéressés vis-à-vis de leurs engagements et du Cadre de sûreté et ses annexes (documents joints au présent document).

Les études d'exécution (EXE) seront confiées aux entreprises.

## **Missions transversales**

Pendant toute la durée d'exécution de son marché, le Maître d'œuvre doit assurer dans le cadre de sa mission les éléments généraux suivants :

### **Coordination des études**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'acte d'engagement, le Maître d'œuvre désignera en son sein en particulier une personne unique, désignée « le coordonnateur », qui sera chargée de :

- Coordonner et planifier les interventions de chaque membre de la Maîtrise d'œuvre (voir également l'annexe 2 du présent).
- Représenter la Maîtrise d'œuvre auprès de la Maîtrise d'ouvrage et de l'ensemble des autres intervenants (éventuel assistant au Maître d'ouvrage, contrôleur technique, coordonnateur SPS, diagnostiqueurs, tiers intéressés, entreprises).
- Organiser, animer et établir le compte-rendu de toutes les réunions nécessaires pour sa conception et à ses missions d'assistance, selon la fréquence prévue au mémoire technique.
- Mettre en forme avant diffusion les documents d'études établis par chaque membre du groupement de Maîtrise d'œuvre, de manière que chaque document s'intègre parfaitement dans un ensemble avec un sommaire unique, et selon une nomenclature claire.
- Vérifier avant diffusion la cohérence et la compatibilité des documents établis par chaque membre de la Maîtrise d'œuvre, notamment au niveau des limites de prestations des lots de travaux, du phasage et des enchaînements de tâches.
- Vérifier la prise en compte par les différents membres de la Maîtrise d'œuvre des observations et décisions de la Maîtrise d'ouvrage et des autres intervenants (contrôleur technique, coordonnateur SPS, concessionnaires...) auxquels il aura précédemment remis les dossiers complets puis leurs compléments éventuels.
- Relever par une note ou un rapport au Maître d'ouvrage ce qu'il y aurait lieu de corriger, de compléter ou d'ajouter dans les pièces mais qui relève d'intervenants autres que la Maîtrise d'œuvre.
- Définir les cahiers des charges des diagnostiqueurs qui interviennent pour le compte de la Maîtrise d'ouvrage sur la base des besoins de la Maîtrise d'œuvre (géotechnicien hydraulicien, géomètre, géodétecteur, etc.).

A ce titre, le coordonnateur de la Maîtrise d'œuvre a pour mission de déceler toute anomalie normalement détectable par un homme de l'art. Dans le cas où de trop nombreuses incohérences, erreurs ou incompatibilités relevant de cet ordre seraient détectées dans les documents remis par la Maîtrise d'œuvre à la Maîtrise d'ouvrage, la prestation serait renvoyée à la Maîtrise d'œuvre et son examen ajourné. La Maîtrise d'œuvre ne pourrait dès lors arguer d'aucune demande de délai supplémentaire pour accomplir sa tâche.

### **Respect de la réglementation**

La Maîtrise d'œuvre doit, dans le cadre de l'exécution de sa mission, s'assurer de respecter pleinement les réglementations en vigueur ou à venir.

A chaque évolution significative de la réglementation, le Titulaire doit en informer la Maîtrise d'ouvrage et lui exposer les conséquences – ou l'absence de conséquences – pour son projet.

Dans le cadre de son devoir de conseil, la Maîtrise d'œuvre doit informer la Maîtrise d'ouvrage des évolutions potentielles de réglementation afin que celle-ci puisse éventuellement en anticiper les conséquences.

Le Titulaire devra exercer une veille réglementaire pour la Maîtrise d'ouvrage, en particulier dans les domaines suivants :

- Réglementation sismique.
- Droit de l'urbanisme.
- Evolutions normatives des produits de construction.
- Règles d'accessibilité.
- Règles relatives à la protection contre l'incendie et les effets de la panique.
- Réglementation thermique, acoustique, environnementale.

### **Investigations complémentaires**

Les missions décrites dans le CCTP peuvent être complétées en fonction de l'évolution des projets par des missions spécifiques ayant un lien direct avec l'opération, notamment relatives à l'identification de diagnostics (amiante, plomb) et reconnaissances spécialisés (auscultation structurelle, repérage de réseaux intérieurs et extérieurs, thermographie, cuisine, sécurité incendie) et la rédaction des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de ces missions spécifiques.

En outre, le titulaire prend en charge le recrutement de ces prestataires spécialisées pour le compte du pouvoir adjudicateur ou peut le cas échéant proposer de faire appel à de la sous-traitance spécialisée.

### **Nature des rendus**

La Maîtrise d'œuvre devra fournir, lors de l'exécution de chaque élément de mission, les documents de conception permettant à la Maîtrise d'ouvrage de prendre la pleine connaissance et la pleine portée de la conception et de ses conséquences sur l'exécution des ouvrages, leur usage, leur exploitation et leur maintenance.

La décomposition des tâches de Maîtrise d'œuvre, lors de l'exécution des différents éléments de mission, suivra le document guide établi par le CICF, SYNTEC Ingénierie, l'UNAPOC et l'UNTEC en octobre 2001. Toutefois, au titre de l'engagement demandé au paragraphe précédente, la Maîtrise d'œuvre devra être force de proposition pour compléter utilement ces documents, si cela est opportun.

La Maîtrise d'œuvre se trouverait mise en responsabilité si le niveau de définition des ouvrages, ou la complétude des informations portées dans les dossiers de conception, ne se trouvaient pas suffisantes pour permettre à la Maîtrise d'ouvrage de connaître en temps utile les contraintes d'exécution, d'usage, d'entretien ou de maintenance qui lui auraient fait renoncer à une décision, du fait des surcoûts ou pertes de temps que risquent d'entraîner les éléments qui s'y rapportent.

### **Exploitation de l'ensemble des informations**

Le Maître d'œuvre est tenu de solliciter, de prendre en compte et d'exploiter tous les rapports particuliers (avis du Maître d'ouvrage, CSPS, contrôle technique, diagnostiqueurs...) nécessaires à chaque stade de l'étude et de la réalisation du projet. Il fera figurer expressément à chaque stade la référence exacte de ces rapports. Si des éléments font défaut ou sont mal définis, il lui appartiendra de le signaler à la Maîtrise d'ouvrage. Toutes les dispositions (y compris les mises en œuvre au titre de la sécurité, du cantonnement, des essais...) seront précisément décrites et donneront lieu à un chiffrage, identifiable dans la réponse des entreprises au dossier de consultation.

Le Maître d'œuvre a notamment la responsabilité du recueil des contraintes techniques inhérentes à la prise en compte des réseaux concédés, à toutes les étapes du marché. Pour cela :

- Il assure pour le compte de la Maîtrise d'ouvrage la réalisation des Déclarations de travaux (DT) auprès des concessionnaires.
- Il exploite les données fournies par les concessionnaires.
- Il est titulaire d'une Autorisation à intervenir à proximité des réseaux (AIPR).

Le Maître d'œuvre a notamment la responsabilité du recueil des contraintes géotechniques et hydrogéologiques inhérentes au terrain d'assise et à son projet, à toutes les étapes du marché. Pour cela :

- Il assiste la Maîtrise d'ouvrage dans la consultation du géotechnicien (missions G1, G2, G4).
- Il intègre dans ses études les résultats des différentes missions d'ingénierie géotechnique G1 et G2.
- Il fait prendre en compte aux entreprises les conséquences des missions géotechniques G4 et G3 ; pour cette dernière, il s'assure que le ou les lots concernés font bien intervenir à leurs frais leur propre géotechnicien.

### **Conformité des études – Prise en compte des évolutions**

Le Titulaire assure la Maîtrise d'ouvrage de la conformité de ses études d'une part au programme, pièce du marché de Maîtrise d'œuvre présente lors de sa consultation, d'autre part à la réglementation en vigueur au dépôt du permis de construire.

Afin d'assurer un suivi continu des évolutions que pourrait connaître le besoin de la Maîtrise d'ouvrage ou la réglementation, la Maîtrise d'œuvre assure la production de Fiches modificatives de projet (FMP) afin de mettre en évidence, dès la survenance de l'écart par rapport au programme en annexe 1 au présent, l'ensemble des impacts à venir pour la Maîtrise d'ouvrage :

- Origine et nature de l'écart, identifiant le demandeur.
- Nature des prestations.
- Surfaces, fonctionnalité.
- Coûts.
- Délais.
- Etudes complémentaires.
- Conséquences sur l'exploitation-maintenance.

Les FMP devront recevoir l'aval de la Maîtrise d'ouvrage avant que la Maîtrise d'œuvre puisse entreprendre les études correspondantes. Pour que la Maîtrise d'ouvrage puisse donner cet aval, il pourra néanmoins être exigé de la part du Titulaire un niveau de précision suffisant pour permettre cet arbitrage, notamment des éléments graphiques de niveau PRO et la reprise des notes de calcul correspondantes.

L'ensemble des FMP constitue le carnet des écarts.

### **Conformité des travaux – Prise en compte des évolutions**

Le Titulaire assure la Maîtrise d'ouvrage de la conformité des travaux vis-à-vis :

- Du programme, pièce du marché de Maîtrise d'œuvre présente lors de sa consultation.
- De la réglementation en vigueur lors du démarrage du chantier.
- Des marchés de travaux de la ou des entreprises.

Afin d'assurer un suivi continu des évolutions que pourrait connaître le besoin de la Maîtrise d'ouvrage, la réglementation ou la réalisation du chantier, la Maîtrise d'œuvre assure la

production de Fiches de travaux modificatives (FTM) afin de mettre en évidence, dès la survenance de l'écart, l'ensemble des impacts potentiels pour la Maîtrise d'ouvrage :

- Origine et nature de l'écart, identifiant le demandeur.
- Nature des prestations.
- Surfaces, fonctionnalité.
- Coûts, en regard notamment de la limite prévue dans l'évolution du montant contractuel par l'article 15.3 du CCAG Travaux.
- Etudes complémentaires.
- Délais.
- Travaux supplémentaires.
- Conséquences sur l'exploitation-maintenance.

Les FTM devront recevoir l'aval de la Maîtrise d'ouvrage avant que la Maîtrise d'œuvre ne puisse donner ordre à la ou aux entreprises concernées d'effectuer les prestations supplémentaires correspondantes.

Pour que la Maîtrise d'ouvrage puisse donner cet aval, il pourra néanmoins être exigé de la part du Titulaire un niveau de précision suffisant pour permettre cet arbitrage, notamment des documents graphiques de niveau EXE.

La seule exception sera le cas du danger grave et imminent, la répartition des surcoûts devant être discutée une fois l'urgence résolue.

L'ensemble des FTM constitue la suite du carnet des écarts, débutée avec les FMP.

### **3.1 PARTIE TECHNIQUE 1 : ETUDES D'AVANT-PROJET DEFINITIF (APD)**

---

Les études d'Esquisse (ESQ) et d'Avant-Projet Sommaire (APS) ayant fait l'objet du concours de Maîtrise d'œuvre, le Titulaire met à jour les plans et notices produites en prenant en compte les remarques formulées par le Jury ainsi que les éléments objet de la négociation du marché.

Fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'Avant-Projet Sommaire approuvées par le maître de l'ouvrage, les études d'Avant-Projet définitif (APD) ont pour objet de :

- Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions des ouvrages, ainsi que leur aspect ;
- Définir les matériaux et installations techniques :
  - Le maître d'œuvre vérifiera le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à la performance énergétique du bâtiment, à l'hygiène et à la sécurité,
  - Il justifiera les solutions techniques retenues. Les matériaux, systèmes techniques, équipements et les modes opérationnels proposés seront le résultat d'études comparatives multicritères (aptitude à l'usage, adaptabilité, conditions d'entretien et de maintenance, facilité de remplacement, etc.). Sur cette base, le maître d'ouvrage devra être en mesure d'opérer des choix en fonction des avantages et des inconvénients des différentes solutions envisageables,
  - Dans ce cadre, le titulaire établira les notes de calcul de dimensionnement qui seront mises à jour lors des études de projet (PRO) et porte à minima sur :



- Les niveaux d'éclairage naturel par un calcul précis du facteur de lumière jour,
  - La justification du confort d'été par simulations thermiques dynamiques (STD),
  - Le niveau d'isolation d'enveloppe,
  - La définition des systèmes pour chauffer, rafraîchir, ventiler, éclairer, gérer l'énergie et l'eau, utiliser les énergies renouvelables,
  - La confirmation (par simulations thermiques dynamiques ou méthodes simplifiées à préciser) des évaluations prévisionnelles conventionnelles de consommations (chauffage, eau chaude sanitaire, éclairage, autres usages électriques, eau),
  - L'évaluation des émissions polluantes du bâtiment,
  - L'évaluation de l'énergie grise et des prélèvements de ressources épuisables,
  - Le bilan de la structure.
- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance. L'objectif des compléments de programme au stade de l'APD est de conforter la faisabilité et d'apporter les prescriptions fonctionnelles et techniques permettant d'assurer la faisabilité de l'opération dans les contraintes de coûts et de délais ;
  - D'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en macro-lots ou en lots séparés. Les coûts ne seront pas donnés au ratio mais au travers d'un chiffrage sur le quantitatif ;
  - Permettre l'établissement du forfait de rémunération définitif dans les conditions prévues par le CCAP ;

Est également à fournir au titre de l'avant-projet définitif un plan à l'échelle 1/100 faisant apparaître l'implantation proposée pour :

- le mobilier fonctionnel,
- le mobilier,
- les équipements sanitaires (lavabos, éviers, WC...).

L'APD n'est pas un "catalogue" de préconisations techniques. Les matériaux, systèmes techniques, équipements et les modes opérationnels proposés seront le résultat d'études comparatives multicritères (aptitude à l'usage, adaptabilité, conditions d'entretien et de maintenance, facilité de remplacement, ...). Sur cette base, le Maître d'ouvrage devra être en mesure d'opérer des choix en fonction des avantages et des inconvénients des différentes solutions envisageables.

Aussi, l'APD comprendra les fiches de chacun des espaces présentant les types de matériaux, les niveaux de finitions, les équipements, le mobilier... (fiches par locaux).

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50. Ces pièces comprennent une cartographie d'éclairage naturel et de confort d'été.

### Autorisations administratives :

Les études d'Avant-Projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention d'autorisations administratives de toute nature, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

Le Titulaire prendra notamment en compte les démarches et préparation de dossiers concernant :

- Les autorisations d'urbanisme (permis de construire y compris relations à l'ABF).
- Les échanges avec le Guichet unique concernant les réseaux enterrés et concédés.
- Les démarches près la DIRECCTE concernant la présence de produits amiantés, en concertation avec le CSPS.

Le titulaire fournira les dossiers nécessaires à l'accomplissement des démarches administratives vis-à-vis de la sécurité incendie. A ce titre, il établit les notices de sécurité incendie et d'accessibilité.

Cet élément comprend les dispositions retenues en matière d'organisation générale du chantier qu'il conviendra d'arrêter en concertation avec le coordonnateur de sécurité et développées ci-après.

Dans cet esprit, le titulaire transmet les documents d'étude nécessaires au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé. Il l'invite à participer aux réunions de conception susceptibles du concerner.

### Sécurité des travailleurs lors des interventions ultérieures :

Le maître d'œuvre établit, lors de l'APD, une liste des éventuelles interventions ultérieures susceptibles d'être engagées une fois l'ouvrage achevé. Après concertation avec le maître d'ouvrage et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, cette liste sera finalisée à l'étape APD.

Le maître d'œuvre proposera pour chaque intervention ultérieure énoncée des mesures concrètes de sécurité intégrée permettant de faciliter le travail et, partant, de favoriser la prévention des accidents du travail.

Ces mesures sont soumises à l'appréciation du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé qui les intégrera le cas échéant au DIUO « Conception ».

### Sécurité des travailleurs pour le chantier :

Lors de l'APD, le maître d'œuvre proposera un cadre sommaire des phases principales d'exécution, accompagné d'un calendrier de réalisation succinct qui devra être validé par les établissements.

Lors de l'APD, le maître d'œuvre arrêtera les mesures d'organisation générale du chantier. Celles-ci consistent essentiellement en la définition :

- Des accès au chantier ;
- Des circulations horizontales et verticales envisagées ;
- Des installations de chantier ;
- Des zones de stockage des matériaux et des déchets de chantier ;
- Des premières propositions pour le chantier vert dont la définition de l'organigramme de collecte des déchets ;

- Du phasage détaillé des principales tâches de réalisation ;
- Des méthodes de réalisation envisagées pour l'ouvrage.

Ces mesures seront formalisées à l'étape PRO décrite ci-après, après concertation avec le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, en vue de leur intégration au PGCSPS. Avant la consultation des entreprises, le maître d'œuvre s'assurera de la cohérence des dispositions mentionnées au PGCSPS, notamment les affectations de tâches aux entreprises, avec les autres pièces de la consultation, en particulier le CCAP et les documents financiers (DPGF ou BPU le cas échéant).

#### Exigences environnementales (RE2020 – exigences du label E3C1)

Le titulaire fournira les dossiers nécessaires à l'accomplissement des démarches administratives vis-à-vis de l'obtention des labels énergétiques ambitionnés par la maîtrise d'ouvrage.

A ce titre, le maître d'œuvre s'assure de la recevabilité du dossier :

- En phase « études » si :
  - Les performances énergétiques du bâtiment satisfont les critères d'attribution du label.
  - Les modélisations environnementales respectent les exigences de complétude, de cohérence, de respect du référentiel Énergie Carbone et de la plausibilité des résultats.

En phase « chantier », il communique à l'organisme de certification toutes modifications apportées au projet initial et le calcul de leur incidence sur les performances énergétiques et sur les émissions de gaz à effet de serre précitées.

Il organise, avant la réception, une visite sur site avec l'organisme certificateur. En cas de non-conformités constatées, le maître d'œuvre s'engage à remettre en conformité l'opération dans un délai fixé par le maître d'ouvrage et qui ne pourra être supérieur à 12 mois après la réception des travaux.

#### Etudes de faisabilité énergétiques et simulation thermique dynamique :

Conformément au décret n°2007-363 du 19 mars 2007, le Maître d'œuvre établit, lors de l'APD, les études de faisabilité des approvisionnements énergétiques telles que décrites au décret du 19 mars 2007 et ses arrêtés d'application.

Le Maître de l'ouvrage attend du titulaire une véritable aide à la décision en matière de politique énergétique. Le Titulaire réalisera également une simulation thermique dynamique lors de l'APD, après avoir recueilli auprès de la Maîtrise d'ouvrage les hypothèses de fonctionnement de chaque local.

#### Anticipation de la réception :

Dès la PT1, le maître d'ouvrage pourra demander au maître d'œuvre de communiquer sur son anticipation des opérations préalables à la réception. Dans le cadre d'une note synthétique, le maître d'œuvre devra recenser les points de vigilance qui feront l'objet d'une attention particulière de sa part.

Le maître d'œuvre devra être en capacité d'indiquer : la nature des contrôles réalisés, la durée des vérifications.

## 3.2 PARTIE TECHNIQUE 2 : ETUDES DE PROJET (PRO) ET AMT (DCE)

---

### 3.2.1 Études de projet

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître de l'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant des autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre notamment ceux sur critères environnementaux ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques ;  
Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ;
- Définir et rédiger les spécifications de chantier vert ;
- En fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages. Les limites de prestations entre lots doivent être parfaitement définies, et ne donner lieu à aucun manque ou excès. En outre, un cahier des clauses techniques communes à tous les lots pourra être élaboré ;
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base de la proposition remise à l'APD et mise à jour ; **Il est clairement stipulé au Titulaire que sa prestation comprend la remise d'un détail quantitatif estimatif des quantités prévisionnelles à mettre en œuvre, facilitant ainsi la réponse des entreprises à la consultation, et ce dès le PRO, pour finalisation lors du DCE.**
- Permettre au maître de l'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de la réalisation de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer le délai global de réalisation des ouvrages.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/2.

Cette phase doit permettre au maître de l'ouvrage de lancer la consultation des entreprises qui prendra le cas échéant en compte la possibilité de variante dans le respect de la cohérence d'ensemble du projet global.

En outre, lorsque, après mise en concurrence, sur la base de l'avant-projet définitif ou sur la base des études de projet, une variante minimale respectant les conditions stipulées dans le dossier de consultation a été proposée par le ou les entrepreneurs et acceptée par le maître de l'ouvrage, les études de projet doivent être complétées pour :

- Assurer la cohérence de toutes les dispositions avec les avant-projets ainsi qu'avec les dispositions découlant, le cas échéant, d'un permis de construire modifié ;
- Établir la synthèse des plans et spécifications émanant d'une part de l'avant-projet définitif établi par le maître d'œuvre et d'autre part des propositions de l'entrepreneur.

Les notes de justifications de dimensionnement technique de l'étape APD seront mises à jour.

### 3.2.2 AMT (Dossier de Consultation des Entreprises)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des marchés publics de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Produire une trame détaillée des points permettant l'analyse technique des candidatures et des offres
- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques. Ce dossier sera rédigé en prenant en compte les spécifications de développement durable. Le maître de l'ouvrage retiendra le mode de dévolution macro-lots ou lots séparés ;

La maîtrise d'ouvrage souhaite qu'une négociation soit menée dans la cadre de la consultation des entreprises. La prestation du titulaire prendra en compte cette disposition, notamment en termes de temps passé et de rapports intermédiaires et définitifs.

Le dossier de consultation devra comprendre notamment les documents et/ou apporter les précisions suivantes :

- des propositions sur les modalités de jugement des candidatures et des offres ainsi que des pondérations pour l'établissement du règlement de consultation. Le titulaire mettra en œuvre les modalités de pondération arrêtées par le Maître d'ouvrage ;
- des propositions et réalisations de grilles, de documents cadres, etc... facilitant l'analyse ultérieure des offres ;
- le tableau de répartition des documents devra préciser les documents qui sont à remettre aux entreprises qui souhaitent remettre une offre en fonction du lot pour lequel elles souhaitent soumissionner ;
- la vérification et contrôle de la cohérence des pièces du dossier de consultation établies par le titulaire avec les pièces administratives (Règlement de consultation, Acte d'engagement avec définition d'une cible énergétique à atteindre, CCAP) et les pièces techniques notamment sur critère développement durable ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières Communs à tous les lots (CCTP Commun) qui ne devra pas reprendre en doublon les clauses du CCAP ou du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières devront être établis par lots.;
- le Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) établi par lot, accompagné du Détail quantitatif estimatif (DQE) qui donne pour chaque lot les quantités à mettre en œuvre puis les prix des prestations. Ce cadre devra suivre strictement la numérotation et l'intitulé des positions du CCTP de chaque lot sans ajout et sans omission, permettre de repérer facilement et vérifier les quantités indiquées. Les ensembles ou les quantités trop vagues ne seront pas admises. Les postes auront une approche d'unités d'œuvre (pas de béton-coffrage-acier pour le gros œuvre, mais des unités d'œuvre de type ml de poutre, semelle filante au ml, dalle au m<sup>2</sup>... ; pas d'ensemble de réseaux primaires ou secondaires mais des linéaires de raccordements, par diamètre ; etc.) ;
- les pièces graphiques établies par le Titulaire, portant sur la conception architecturale, la conception technique, l'installation de chantier, le phasage et le planning ;

- les notes de calcul établies par la Maîtrise d'œuvre pour justifier de sa conception, en particulier calcul RE2020, descente de charges, notice acoustique, bilan de puissance, etc. ;
- les documents établis par les diagnostiqueurs ayant permis au Titulaire de finaliser ses études, dont l'étude géotechnique G2-PRO ;
- un document listant les pièces présentes dans le DCE d'une part, les pièces attendues lors de la remise d'offre d'autre part ;
- le RICT qu'aura pu établir le contrôleur technique en temps et en heure sur la base des informations fournies par le Titulaire ;
- le PGCSPS et le PGCSPS « Conception » qu'aura pu établir le coordonnateur SPS en temps et en heure sur la base des informations fournies par le Titulaire ;
- Les attendus du permis de construire et le cas échéant des autres autorisations administratives ;

La Maîtrise d'œuvre doit également se conformer aux échanges d'information nécessaires avec le géotechnicien titulaire de la mission G2 afin que celui-ci puisse intégrer ou faire intégrer les éléments nécessaires à sa phase G2-DCE/ACT.

Il est bien précisé que le dossier de consultation des entreprises devra être rigoureusement conforme aux dispositions des études validées par le Maître d'ouvrage, éventuellement modifiées. Toutes non-conformités engagent la responsabilité du maître d'œuvre.

### **3.4 PARTIE TECHNIQUE 3 : ASSISTANCE AU MAITRE DE L'OUVRAGE POUR LA PASSATION DU OU DES MARCHES DE TRAVAUX (AMT)**

---

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux a pour objet également de :

- Analyser les candidatures ;
- Analyser les offres des entreprises, et s'il y a lieu les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation; la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- Vérifier la prise en compte des enjeux de développement durable dans l'analyse des offres ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des marchés de travaux par le maître de l'ouvrage.

Le titulaire remet au maître de l'ouvrage un rapport circonstancié des candidatures explicitant les points suivants : courriers nécessaires à produire pour les candidatures incomplètes, raisons d'exclusions de certaines candidatures, etc.

Le titulaire remet au maître de l'ouvrage un rapport circonstancié des offres explicitant les points suivants :

- La conformité au dossier de consultation ;

- L'analyse des variantes, le cas échéant, avec les conséquences pour le maître de l'ouvrage. A ce titre, la maîtrise d'œuvre vérifie les impacts sur la maintenance et l'exploitation, et s'assurera que les réponses des candidats permettent la conformité à la performance thermique du bâtiment et les coûts d'exploitation maintenance ;
- Le traitement des offres présumées anormalement basses et les propositions de questions que le maître de l'ouvrage pourra poser aux candidats en cause ;
- L'argumentaire relatif au choix du mieux-disant. Le titulaire prépare à cet effet une analyse financière par poste significatif des offres, en explicitant au moyen de graphiques les écarts d'une part avec l'estimation prévisionnelle, et d'autre part avec les autres candidats. Le titulaire préparera également une proposition d'argumentaire de choix des entreprises en explicitant, critère par critère dans l'ordre de priorité énoncé au règlement de consultation, les avantages et inconvénients de chacune des offres. Cet argumentaire est conduit par analyse comparative des offres entre elles ;
- Une proposition de classement des offres.

Le titulaire sera convoqué en tant que personnalité compétente à chaque Commission d'analyse et de choix le cas échéant au cours de laquelle l'opération objet du présent marché sera évoquée.

Le cas échéant, le titulaire participera à toutes les réunions de négociations nécessaires au choix des entreprises.

Il préparera les courriers à destination des entreprises en cas de demande de précision ou de compléments de la part de la personne publique ; tenu par son obligation de confidentialité, le titulaire n'est pas autorisé à prendre contact directement avec les candidats pendant la procédure de consultation.

Dans le cas d'une consultation infructueuse, soit pour un lot, soit pour l'ensemble des lots, le titulaire s'engage à reprendre le dossier correspondant en l'adaptant en tant que de besoin dans le respect des études validées par le Maître de l'ouvrage, sans pouvoir prétendre à une augmentation de ses honoraires.

Le titulaire assiste le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) tout au long de la procédure de choix. En particulier, lors de la mise au point du marché, le maître d'œuvre rendra compte au maître de l'ouvrage de la cohérence des documents marchés soumis à la signature du RPA.

Dans le cas d'une consultation ou d'appel d'offres infructueux du fait d'un dépassement du coût de référence, le titulaire a en charge l'établissement d'un nouveau dossier de consultation ainsi que la nouvelle analyse des propositions.

### **3.5 PARTIE TECHNIQUE 4 : DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX (DET), VISA DES ETUDES D'EXECUTION (VISA)**

---

Le Titulaire précisera dans une note écrite remise au lancement de la PT4 les modalités pratiques d'exécution, notamment :

- L'organisation convenue avec les entreprises de travaux pour le déroulement de la préparation de chantier, notamment l'exécution des procédures du Cadre de sûreté et la préparation du chantier vert ;
- Sa méthodologie pour l'analyse des documents remis par les entreprises de travaux et les prestataires intellectuelles au fil du chantier ;
- Sa **méthodologie pour la réalisation des opérations préalables à la réception** (avec en particulier : la planification des essais et contrôles qu'il compte faire exécuter pour vérifier les

performances, les sollicitations à réaliser auprès des tiers intéressés et des partenaires de l'opération, les points de contrôle pour les corps d'état techniques, **la liste des contrôles devra être déterminée de manière exhaustive et associés à un planning de réalisation.**

### 3.5.1 Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des marchés de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer de la sécurité du chantier et notamment du respect des règles établies aux études d'avant-projet (voir ci avant) ;
- S'assurer que les entreprises adressent aux organismes concernés les dossiers nécessaires préalablement aux opérations touchant des matériaux contenant de l'amiante (plan de retrait ou équivalent) ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité ;
- S'assurer du respect des exigences de chantier vert et de la conformité des matériaux, produits et composants livré avec les prescriptions de développement durable. ;
- Délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;

**Le rythme des réunions de chantier est hebdomadaire. Le Titulaire invite également à une réunion dite « de sécurité » les intervenants de l'établissement afin de rendre compte de l'avancement des travaux.**

- Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les titulaires des marchés de travaux, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par les titulaires des marchés de travaux, établir le décompte général. Au même titre, le maître d'œuvre assurera la gestion financière des marchés de CT, CSPS et autres prestataires désignés ;
- Donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises ;
- Préparer, participer, animer et coordonner les **réunions mensuelles** de la cellule maîtrise d'ouvrage composées de le maître d'ouvrage, du CT, du CSPS, des entreprises de travaux et des autres personnes nécessaires selon l'ordre du jour, portant sur les aspects administratifs et financiers. Le Titulaire devra préparer les ordres du jour de ces réunions, rédiger les comptes-rendus et mettre en œuvre les décisions prises lors de ces réunions ;

Le titulaire dirige l'exécution des contrats de travaux au moyen d'Ordres de Service (OS) émis dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux. Une copie de ces OS est en outre adressée au maître de l'ouvrage ;



Les Ordres de Service susceptibles d'entraîner une modification en termes de coût ou de délai devront avoir fait l'objet d'un accord préalable du maître de l'ouvrage.

Les ordres de service ne peuvent être notifiés par le Maître d'œuvre qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur prise selon les modalités suivantes :

- La Maîtrise d'œuvre présente le projet d'ordre de service à la Maîtrise d'ouvrage, assorti d'une Fiche de travaux modificatifs (FTM) telle que définie au §2.6 du présent. Cette FTM doit permettre à la Maîtrise d'ouvrage de déterminer pleinement les impacts de la modification sur les aspects de coût, de délai, d'usage, d'entretien, de maintenance. Il effectue systématiquement une synthèse de ces aspects, à mettre en perspective des objectifs de respect d'engagement de coût de l'opération, écho au §9.3 du CCAP.
- La Maîtrise d'ouvrage accepte ou refuse le projet d'ordre de service, éventuellement avec des demandes de précision.
- Dans le cas l'Ordre de service a été établi à prix provisoire, où le coût des travaux modificatifs chiffré par les entreprises est supérieur à l'estimation du Maître d'œuvre, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés et numérotés par le Maître d'œuvre à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux. L'entrepreneur en accuse réception, avec ou sans réserve, le Maître d'œuvre en transmet une copie au Maître de l'ouvrage.

Le titulaire introduit dans les contrats de travaux la possibilité de prévoir des évolutions avec l'accord du maître de l'ouvrage.

Il transmet dans les conditions du §13 du CCAG Travaux les demandes de paiement des entreprises après les avoir vérifiées. Il propose au Maître de l'ouvrage les retenues qu'il juge nécessaires. En aucun cas le Maître d'œuvre ne peut bloquer une demande de paiement.

Le délai fixé pour les vérifications des demandes de paiement des décomptes mensuels est fixé à 7 jours comptés à partir de la réception de la demande (15 jours pour la demande de paiement du projet de décompte final). Le Titulaire pourra être amené à employer le formalisme que lui imposerait l'acheteur en matière de visa sur demande de paiement. La transmission des décomptes mensuels se fait par OS conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

Il respecte les conditions de transmission et de validation des états d'acompte prévus par l'acheteur (emploi de EDIFLEX et CHORUS).

Le Maître d'œuvre donne son avis par écrit sur les propositions des entreprises quant à l'intervention d'éventuels sous-traitants. Il s'assure tout au long du chantier de l'intervention régulière des entreprises, en concertation avec le coordonnateur de sécurité.

Le maître d'œuvre donne son avis par écrit sur les propositions des entreprises quant à l'intervention d'éventuels sous-traitants. Il s'assure tout au long du chantier de l'intervention régulière des entreprises, en concertation avec le coordonnateur de sécurité.

Le Titulaire s'assure de ce que le géotechnicien de l'opération, titulaire de la mission G4, obtient les informations nécessaires de la part de la ou des entreprises chargées de l'exécution des ouvrages géotechniques et relaie ses informations. En outre, il répond aux sollicitations éventuelles de la part du géotechnicien chargé de la mission G3 par la ou les entreprises dans le cas de demandes de mission G5.

### Procédure en cas d'événements non prévus aux marchés de travaux :

Dans cette hypothèse, et pour remédier au plus vite à l'événement constaté, il est demandé au titulaire d'appliquer la procédure suivante :

- Dès qu'il a connaissance de l'événement, le maître d'œuvre donne ses instructions aux entreprises concernées par Ordre de service (OS), en vue d'un éventuel chiffrage des prestations supplémentaires avec l'indication des délais correspondants ;
- Si la prestation complémentaire n'entraîne pas de modification de prix et de délai, le maître d'œuvre peut établir un OS prescrivant le traitement de l'événement en cause ;
- Si la prestation complémentaire entraîne une modification sur le prix ou sur les délais, le maître d'œuvre transmet au maître de l'ouvrage le projet d'ordre de service « travaux » accompagné d'une note explicative motivée ;
- Si la masse initiale du marché de travaux n'est pas atteinte, le maître d'œuvre pourra adresser l'ordre de service « travaux » une fois l'accord du maître de l'ouvrage obtenu. Une modification au contrat de travaux sera immédiatement préparée par le titulaire pour intégrer cette modification au marché de travaux ;
- Si la masse initiale du marché est susceptible d'être atteinte avant la mise en place d'une modification au contrat, il conviendra d'attendre la notification de ce dernier pour réaliser les travaux en cause et ne pas émettre d'ordre de service « travaux » avant la notification de cette modification ;

Le Maître d'œuvre est chargé de la haute surveillance de l'exécution des contrats de travaux. Il exécute notamment, en tant que de besoin, les Constats (§12 du CCAG Travaux) nécessaires au bon avancement du chantier ; il s'agit en particulier de constats d'achèvement de prestations, de participations aux réceptions de supports à l'interface entre lots, de livraison d'équipements. Chaque constat est matérialisé par un document écrit.

Dans cet esprit, il transmet au contrôleur technique, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ses propres fiches de vérification de réalisation des ouvrages et des éléments d'équipement.

### **3.5.2 Visa des études d'exécution (VISA)**

Le maître d'œuvre s'assure que les études d'exécution réalisées par les opérateurs économiques chargés des travaux respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

### **3.6 PARTIE TECHNIQUE 5 : ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION ET GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (AOR-GPA)**

---

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;

- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;
- D'assister le maître d'ouvrage si d'éventuels désordres devaient se révéler postérieurement à la réception.

Au titre des Opérations Préalables à la Réception, le maître d'œuvre :

- Élabore les documents qui serviront à vérifier la qualité environnementale et les performances du bâtiment par échantillonnage au stade de la réception ;
- Réalise une formation aux acteurs internes à l'établissement ou service pénitentiaire concerné qui seront chargés des vérifications, rédige un livret de gestion et d'usage durables à destination des acteurs internes ;
- Participe à l'organisation des opérations préalables à la réception au sens de l'article 41 du CCAG Travaux ;
- Rédige le PV final des OPR et proposer à la maîtrise d'ouvrage la réception, la réception avec réserves, le refus de réceptionner le bâtiment.

Il est clairement stipulé que le titulaire devra apposer son visa aux plans et notices remises par les entreprises dans le cadre de l'article 40 du CCAG-Travaux.

La constitution des dossiers des ouvrages exécutés devra être coordonnée avec les spécifications données par le maître de l'ouvrage, notamment en ce qui concerne les formats et les archivages informatiques.

La constitution des DOE devra également faire l'objet d'une concertation avec le coordonnateur de sécurité pour les nécessaires renvois du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

A cet effet, le titulaire établit le synoptique des installations techniques de façon à faciliter la compréhension des plans techniques. Il fournit également les plans indiquant les charges d'exploitation des locaux et terrasses.

Le DOE comprendra les fiches descriptives du matériel installé, avec les préconisations afférentes aux opérations de maintenance (dossier de maintenance des lieux de travail – DMLT). Ces documents seront présentés au visa du coordonnateur de sécurité après que le maître d'œuvre les aura constitués, ou bien après qu'il aura apposé son visa pour les documents établis par les entreprises.

Dès le prononcé de la réception et, en tout état de cause, en cohérence avec le calendrier de mise en service des ouvrages, le maître d'œuvre assiste le maître de l'ouvrage dans les tâches suivantes :

- La vérification de la prise en compte des éventuelles observations ou exigences émises par les commissions de sécurité ;
- La collecte de tous les documents tels que plans et notices nécessaires au fonctionnement des installations et à la maintenance des ouvrages, dans le respect des obligations contractuelles, et des besoins de l'organisme utilisateur.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le Titulaire devra prendre les dispositions nécessaires pour le traitement des désordres révélés postérieurement à la

réception. A cet effet, il convoquera les entreprises concernées et établira les spécifications d'intervention en concertation avec le Maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS.

Avant la fin du 9ème mois compté à partir de la date d'effet de la réception, le Titulaire programmera une visite d'inspection des ouvrages et des équipements techniques afin de vérifier avec les entrepreneurs concernés l'état des ouvrages ainsi que des performances des installations techniques et le traitement éventuel des dysfonctionnements constatés.

A l'issue de cette visite, le Maître d'œuvre établit un bilan de son opération, en analysant d'une part les points négatifs et en indiquant les propositions pour y porter remède dans le cadre d'opérations ultérieures, et d'autre part les points positifs qu'il conviendra de maintenir ou de valoriser.

## **ARTICLE 4 – MISSIONS COMPLEMENTAIRES**

### ***4.1. ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)***

---

La mission confiée par le maître d'ouvrage au titulaire de la mission d'Ordonnement, Pilotage et Coordination porte sur (pour les bâtiments proprement dits et leurs abords dans l'emprise de l'opération) :

- L'organisation et la coordination générale de l'ensemble des intervenants ;
- L'ordonnement et la planification des études et procédures administratives (autorisations, appels d'offres etc...) ;
- L'organisation et la coordination temporelle des études d'exécution ;
- L'ordonnement et la planification du chantier ;
- Le pilotage du chantier.

Le titulaire de la mission OPC sera chargé de recueillir auprès du maître d'ouvrage tous les éléments propres à lui permettre d'en assurer le suivi.

La mission OPC s'étend sur toute la durée de l'opération à compter de la phase APD ; elle prend fin à l'issue de la période de parfait achèvement, après levée de toutes les réserves, instruction des décomptes définitifs en matière de délais, remise des dossiers des ouvrages exécutés et instruction des contentieux éventuels liés aux délais.

Le titulaire de la mission OPC exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage en liaison avec celui-ci et auprès des entreprises et fournisseurs ; d'une manière générale, il travaille avec tout intervenant impliqué dans la réalisation de l'ouvrage. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités découlant pour chacun de son statut et de ses obligations propres.

La mission OPC ne porte pas sur les actions techniques dont la responsabilité incombe aux autres intervenants. Mais il doit recenser ces actions et leurs liaisons, les localiser sur des calendriers et diriger les opérations qui en découlent. Il fournit ainsi à chacun un cadre méthodique d'intervention.

A tous les stades des études, il doit attirer l'attention du Maître d'Ouvrage sur les incidences calendaires des choix qui sont effectués et des techniques qui sont envisagées.

Enfin, la mission OPC comporte la mise en place d'outils adaptés, permettant une saisie facile et instantanée des situations réelles comparées aux prévisions, en vue d'informer le Maître

d'Ouvrage. Le titulaire OPC proposera ces outils (moyens et supports de suivi) pour les différentes phases de sa mission.

Le titulaire OPC tiendra compte dans l'exercice de sa mission des incidences de toute nature découlant des contrôles de qualité, quels que soient les intervenants chargés de ces contrôles.

Le titulaire de la mission OPC élabore un "tableau de bord" hebdomadaire, mettant en évidence de manière synthétique :

- La situation globale de la réalisation par rapport aux prévisions ;
- La localisation des responsabilités des écarts ;
- Les mesures susceptibles de remédier ou améliorer le respect des objectifs.

Il adresse au Maître d'Ouvrage un rapport dont la périodicité ne peut excéder 1 mois.

#### **Dossiers de synthèse :**

A l'issue de chacune des phases de sa mission, telles qu'elles sont décrites ci-après, le Pilote remet au maître d'ouvrage un dossier qui rassemble la totalité des documents élaborés par le Pilote pour la phase en question. Ce dossier sera accompagné d'un rapport du Pilote exposant la synthèse de la phase écoulée examinée sous l'angle de la planification, du management des lots techniques, et formulant au maître d'ouvrage les préconisations du Pilote pour les phases ultérieures.

Pour la phase de préparation du chantier, ce dossier pourra être fractionné, au cas où les interventions des entreprises s'échelonnent dans le temps (cas des entreprises séparées, ou groupées), étant précisé que le dossier initial devra contenir l'ensemble des éléments communs à toutes les entreprises destinées à intervenir sur le chantier.

Pour ce qui est de la phase d'exécution des travaux, et en raison de la durée de cette phase, le Pilote établira ce dossier tous les trimestres.

Si les rapports mensuels (ou à échéance plus rapprochée) contiennent l'ensemble des informations, le Pilote peut les rappeler, dans des notes de synthèse faisant office des rapports demandés.

#### **Ordres de Service :**

Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le Pilote est chargé de proposer à la signature du Maître d'Ouvrage les ordres de service à destination de l'ensemble des intervenants, qu'il estime nécessaire de leur voir notifier.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le Pilote, adressés par celui-ci au Maître d'Ouvrage, dans le délai de 10 jours au minimum avant la date souhaitée pour la notification au destinataire.

Les ordres de service découlant directement des marchés (démarrage des travaux, tranches optionnelles...) restent de la proposition du Maître d'Œuvre.

Aucun ordre de service ne pourra être notifié directement à l'entreprise par le Pilote.

Le Maître d'Ouvrage s'oblige à adresser copie de tous les ordres de service au Pilote et au Maître d'Œuvre.

Il appartient au Pilote de relancer périodiquement le Maître d'Ouvrage et l'interroger sur la production éventuelle de tels documents, en sorte à éviter tout oubli.

### **4.1.1 Phase de conception des ouvrages**

Pendant la phase de conception des ouvrages, qui correspond à la réalisation par le Maître d'Œuvre de toutes les études de conception et qui aboutit à la préparation et à la passation des marchés de travaux, le titulaire de la mission OPC réalise les prestations suivantes :

## **A. Études :**

Il élabore l'organigramme de tous les intervenants de la phase, document dans lequel les fonctions et responsabilités de chacun sont précisées.

Il propose et suit le schéma de diffusion des informations et de circulation des documents d'études. Il appartient au maître d'ouvrage de donner son accord sur la diffusion des comptes rendus ou documents à des tiers (utilisateurs communs, Chefs d'Etablissements...)

Il établit et met à jour le calendrier "grosses mailles" de réalisation comportant :

- La planification d'ensemble ;
- La planification générale par lot.

Il procède au recensement et à l'analyse des contraintes de toute nature et plus particulièrement :

- Études des incidences et emprises du chantier sur le domaine public (voirie, réseaux...) ;
- Préparation et suivi des dossiers d'autorisation liées aux installations - assistance dans les négociations éventuelles avec les concessionnaires.

Il élabore et propose les outils de planification adaptés aux différentes phases de la réalisation. Il assiste les cotraitants de l'équipe de maîtrise d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé pour toutes les options calendaires pouvant influencer sur l'économie du chantier.

Il élabore et assure le suivi des calendriers des études (EXE-SYNTHESE) par application d'une méthode d'ordonnancement :

- Coordination et suivi des intervenants de la phase ;
- Contrôle des délais, relances, propositions d'actions correctives.

En cas de modification du Programme en phase "études" (comme en phase "travaux"), l'OPC doit gérer toutes les procédures mettant en évidence les incidences sur le calendrier études et travaux.

Il participe aux réunions entre maître d'Ouvrage, maître d'œuvre, Coordonnateur Sécurité-Santé, chaque intervenant rédigeant le compte-rendu spécifique à sa mission.

## **B. Élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises :**

Il contrôle et complète si besoin est, le DCE et veille à ce :

- Qu'y figurent clairement et complètement l'ensemble des obligations qui seront faites aux entreprises ;
- Qu'y figurent toutes les clauses générales correctement et complètement, sans contradictions d'une pièce à l'autre ;
- Qu'y soient détaillées les contraintes liées au phasage éventuel (délais, réceptions fractionnées, protection des parties en exploitation...) ;
- Que les conditions de garantie minimales soient bien explicitées, et les plus favorables possibles pour le maître d'ouvrage ;
- Que l'ensemble des lots permettant l'achèvement complet du chantier (finitions, nettoyage, signalisation, moyens de secours...) soit prévu.

Il élabore le calendrier des dossiers de consultation et de jugement des offres des entreprises.

Il assiste le maître d'ouvrage et les cotraitants de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour ce qui concerne :

- Le choix du mode de dévolution des travaux et le regroupement éventuel des lots ;
- l'analyse des offres et des variantes éventuelles proposées par les entreprises notamment pour ce qui est des délais, de l'organisation du chantier ;
- La mise au point éventuelle des offres avant la passation des marchés.

Il rédige les pièces suivantes du Dossier de Consultation des Entreprises :

- Plans d'installations de chantier et de raccordements ;
- Règlement de chantier ;
- Projet de Convention inter-entreprises ;
- Calendrier Général Tous Corps d'État.

Le calendrier devra définir sans ambiguïtés, les principales dates jalons sur lesquelles les entreprises auront à s'engager et qui serviront de références pour l'application des pénalités (pénalités intermédiaires). Il devra également comporter les délais de demandes d'autorisations de raccordement et les délais relatifs aux travaux préalables éventuels. Les plannings de détail élaborés en phase préparation de chantier devront obligatoirement s'inscrire entre les dates jalons devenues contractuelles.

Ces dates jalons devront être choisies de façon significative et concerneront aussi bien les travaux, que les études d'exécution, les fournitures d'échantillons et les mises en place de prototypes. Tout en étant spécifiques à chaque lot, elles devront être justifiées par un processus de chronologie technique faisant apparaître les dépendances des autres lots.

Il veille à la cohérence du Dossier de Consultation des Entreprises en concertation avec les concepteurs et le coordonnateur sécurité-santé pour prise en compte des incidences calendaires, en particulier concernant les documents suivants :

- Cahier des Clauses Techniques Communes ;
- Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### **4.1.2 Phase de préparation de chantier**

Pendant la phase de préparation des travaux, les prestations OPC portent sur l'organisation générale, la coordination des études d'exécution et la planification des travaux.

##### **A. Organisation générale et vie commune**

Il recense le rôle et les responsabilités des intervenants, met à jour l'organigramme et constitue le fichier identifiant les intervenants. Il recense les contraintes techniques et les formalités administratives conditionnant les travaux. Il réunit les éléments constituant le dossier de chantier relevant de la mission OPC (marchés, avenants, ordres de services...).

Il participe et aide à la mise au point de la convention inter-entreprises, notamment pour ce qui est :

- Du recensement des besoins des entreprises en matière d'installation de chantier ;
- De l'étude d'un plan de synthèse relatif à l'organisation du chantier (accès, installation, circulation, gardiennage...) ;

- De la coordination avec les divers intervenants (maître d'œuvre, Contrôleur Technique, Coordonnateur Sécurité-Santé, maître d'ouvrage, Entreprises) ;
- De la diffusion auprès des intervenants et des services concernés du plan de synthèse relatif aux installations de chantier ;
- De l'établissement du plan d'hygiène et de sécurité après consultation des entreprises.

Auparavant, il aura veillé à ce que tous ces éléments soient prévus en termes de prestations et de chiffrage dans les pièces de la consultation.

Il participe au comité de gestion du compte inter-entreprises, conformément à la mission qui lui est dévolue dans la convention inter-entreprises.

## **B. Coordination temporelle des études d'exécution**

Il organise et assure l'animation des réunions de coordination nécessaires au bon déroulement des études d'exécution (plans de synthèse, de coordination, plans d'exécution...).

Il élabore les comptes-rendus de ces réunions relatifs à la mission OPC et fournit une aide à la prise de décision.

Il préconise :

- Les circuits d'élaboration et de production des documents (plans et pièces écrites) ;
- Le circuit de vérification et d'approbation des documents ;
- Le circuit de vérification et d'approbation des plans auprès de tous les intervenants suivant la mission de chacun.

Durant cette phase :

- Il élabore le calendrier détaillé des études d'exécution avec les dates de fourniture des plans et documents écrits incombant aux intervenants ;
- Il contrôle le respect du calendrier des études d'exécution et procède aux relances nécessaires ;
- Il établit, sur la base des données du maître d'œuvre, la liste des échantillons, teintes, options techniques non précisés dans les descriptifs selon un calendrier (prise de décision, délais de commande, mise en œuvre) ;
- Il dresse la liste et assure l'archivage des échantillons retenus ;
- Il planifie et assure le suivi de l'envoi des documents prévus aux marchés de travaux ;
- Il établit les "tableaux de bord" et les comptes-rendus périodiques au maître d'ouvrage sur l'avancement des études (périodicité à préciser en fonction du stade de la réalisation) ;
- Il assure une coordination fonctionnelle découlant de ses fonctions de pilotage et de coordination, c'est à dire l'anticipation et la notification de toutes les interfaces entre la validation des documents d'études et les échéances du planning.

En aucun cas, les responsables OPC ne sauraient se substituer aux entreprises dans l'exercice de leurs responsabilités techniques et obligations diverses.

## **C. Planification des travaux**

Durant cette phase :



- Il établit et propose, à partir du calendrier général T.C.E., un calendrier de détail permettant de situer les impératifs d'achèvement des études d'exécution ;
- Il établit et propose un calendrier des premiers travaux en attente du calendrier détaillé de réalisation ;
- Il procède au dépouillement du descriptif, à la décomposition par tâches, en conformité avec la décomposition opérationnelle des prix d'ouvrage, en vue de la mise au point de la planification des travaux ;
- Il procède à l'enquête auprès des entreprises : enregistrement des méthodes et des moyens, détermination des contraintes et des enclenchements. Il assure le suivi de la mise au point des méthodes de chantier ;
- Il examine l'insertion dans le temps des préfabrifications et des approvisionnements difficiles. Il assure la recherche de toutes informations utiles sur les commandes ;
- Il élabore et propose un calendrier conditionné par les interventions des divers concessionnaires (eau, électricité, égouts, téléphone, etc.) ;
- Il élabore et propose des graphes suivant une méthode « Pert ou Potentiel » : traduction en graphe planning, calcul des réseaux, itérations, lissage des charges, détermination du chemin critique ;
- Il procède au nivellement des moyens, à la détermination de la durée des tâches et à la définition des moyens et effectifs à mettre en œuvre ; il propose l'ordre des interventions le plus favorable, en liaison avec les entreprises.
- Il édite, en liaison avec les entreprises, le calendrier général des travaux et des calendriers plus détaillés en graphe planning par zone et par corps d'état, à soumettre aux entreprises pour engagement contractuel.

Il établit les calendriers opérationnels à l'usage du chantier :

- Calendrier grosses mailles ;
- Calendriers de détail par unité de chantier ;
- Détermination des marges et des chemins critiques ;
- Calendriers faisant apparaître l'imbrication des dates d'achèvement des constructions et celle des ouvrages d'aménagement (V.R.D., aménagements extérieurs, etc...).

Sur ces calendriers, doivent figurer les délais relatifs :

- À l'organisation matérielle et collective du chantier ;
- À l'organisation de chantier propre à chacun des lots ;
- À la mise en place et au repliement des moyens essentiels ;
- Aux démarches, formalités, décisions, visas, approbations, etc...
- Aux commandes, fabrications en usine, approvisionnements, livraisons sur chantiers ;
- À l'exécution détaillée des travaux pour chacun des lots ;
- À la finition, aux vérifications techniques, essais et mise en service des installations techniques, aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- Aux visites des commissions de sécurité.

#### **4.1.3 Phase d'exécution des travaux**

Pendant cette phase, le titulaire de la mission OPC assure les tâches suivantes :

## **A. Organisation générale et vie commune**

Il assure le maintien d'une liaison générale entre tous les intervenants, y compris avec le maître de l'ouvrage.

Il assiste et veille au suivi de l'organisation du chantier et des relations inter-entreprises.

Dans le cadre de la convention inter-entreprises, il participe aux travaux du comité de gestion du compte prorata. Il participe aux réunions de chantier, aux réunions de coordination sécurité-santé, suit le bon déroulement de l'opération, élabore, conjointement avec les cotraitants de la maîtrise d'œuvre, les comptes-rendus spécifiques à la mission OPC dont il assure la diffusion. Il tient à la disposition du maître d'ouvrage et des intervenants, le "journal du chantier" sur lequel sont indiqués tous les événements intéressant le déroulement des travaux et pouvant modifier les délais d'exécution.

Il tient à jour le dossier "Chantier" spécifique à la mission OPC.

Ce dossier comprend, en particulier :

- Les documents "marchés et avenants" ;
- Les comptes-rendus des réunions (de chantier, inter-entreprises sécurité-santé) ;
- Les ordres de services établis par le maître d'ouvrage ;
- Les fiches de travaux modificatifs et devis établis et vérifiés ;
- L'ensemble des documents "bon pour exécution" ;
- Les fiches d'auto-contrôle des entreprises ;
- Les procès-verbaux de réception contradictoires des supports (inter-entreprise) ;
- Les fiches de contrôle des travaux établies par les maîtres d'œuvre, et visées par les entreprises concernées ;
- Les fiches de contrôle du Bureau de Contrôle, visées par les entreprises concernées.

Il contrôle le déroulement des actions et prestations relevant de l'organisation collective.

Il assiste aux réunions du Collège inter-entreprises d'hygiène et sécurité, veille à la diffusion des comptes-rendus et contrôle l'application des mesures arrêtées par le Collège.

Il établit les "tableaux de bord" et les comptes-rendus hebdomadaires au maître d'ouvrage sur l'avancement des travaux.

## **B. Maîtrise des avenants - Contrôle de l'avancement des travaux**

Il analyse le cadre de décomposition des quantités lié à la décomposition des tâches et en effectue la mise à jour selon l'évolution de l'opération (avenants, O.S., modifications).

Il édite le tableau mensuel d'avancement des travaux et préside les réunions de pré-établissement des demandes d'acomptes mensuels : les montants entérinés lors de ces réunions sont communiqués au maître d'œuvre, qui s'en servira pour comparaison lors de la vérification des situations.

En cas de défaillance d'une entreprise, il contrôle l'arrêt des comptes établis et vérifiés par la maîtrise d'œuvre. Il contrôle les candidatures de substitution.

## **C. Contrôle des délais et planification complémentaire**

A ce titre :

- Il procède au déclenchement de l'intervention des entreprises, selon les dispositions convenues lors de l'ordonnancement ;
- Il confirme les dates de début et de fin de tâches, et veille à rappeler les moyens prévus ;
- Il assure le pointage permanent de l'avancement, enregistre les écarts constatés par rapport aux prévisions, détermine l'origine de ces écarts ;
- Il propose des mesures correctives immédiates pour rattraper les retards de faible ampleur ;
- Il recense et planifie les décisions importantes relevant du maître d'Ouvrage et du maître d'œuvre ;
- Il permet en phase travaux la coordination temporelle des études d'exécution restant éventuellement à terminer ;
- Il contrôle les avancements de fabrication en usine ou en atelier et les approvisionnements sur chantier, en coordination avec les cotraitants de l'équipe de maîtrise d'œuvre ;
- Il organise et anime les réunions "calendriers" au cours desquels il commente l'état d'avancement, met en évidence les points critiques et propose des mesures afin de respecter les objectifs initiaux. Il établit les comptes rendus correspondants et en assure la diffusion ;
- Il élabore un rapport mensuel synthétique sur l'état d'avancement. Ce rapport mensuel récapitulera l'avancement réel des travaux, identifiera les causes des retards éventuels déjà constatés, anticipera les points bloquants potentiels et proposera des mesures correctives permettant de rattraper ces retards ;
- Il établit les "tableaux de bord" et les comptes-rendus hebdomadaires au maître d'ouvrage et/ou à son mandataire sur l'avancement des travaux ;
- En cas de retard, il attire l'attention de l'entreprise défaillante, étudie avec celle-ci les moyens permettant de le résorber ;
- Il propose au Maître de l'Ouvrage les mesures les plus appropriées ;
- Il met à jour, aussi souvent que nécessaire, les calendriers en tenant compte des écarts constatés et des dispositions arrêtées pour en limiter les effets. Suivant les tâches restant à exécuter à l'ordonnancement arrêté, il détermine les nouveaux chemins critiques ;
- En cas d'une éventuelle défaillance d'une ou plusieurs entreprises (cessation d'activité), il propose au maître de l'ouvrage et au maître d'oeuvre, des mesures destinées à limiter les effets sur les délais. Il assiste au constat contradictoire des travaux exécutés et ceux restant à réaliser, piloté par le Maître d'Œuvre ;
- Il modifie en conséquence les calendriers ;
- Il tient à jour en permanence l'état précisant les responsabilités respectives des entreprises et des autres participants dans les retards constatés sur le chantier ;
- Il fournit un avis sur les éventuels litiges relatifs aux délais et/ou à l'organisation du chantier ;
- Il assure l'organisation nécessaire à l'ouverture des zones d'intervention des entreprises et à la mise en service des locaux achevés ;
- Il assure l'organisation des visites de fin de phases ;

- Lors du contrôle de fin de tâche dans une zone d'intervention, il organise, avec les parties intéressées, et sous le pilotage du maître d'œuvre, les visites de constat des éventuelles dégradations et/ou disparitions, en vue de l'imputation à qui de droit ;
- Il procède à l'ordonnancement, au déclenchement et au suivi, sous le pilotage du maître d'œuvre, de l'exécution de remise en état ;
- En cours et en fin de travaux, en accord avec les cotraitants de la maîtrise d'œuvre, il contrôle l'entretien et le nettoyage du chantier, ses accès et abord ;
- Il signale toute dérive immédiatement à(aux) l'entreprise(s), et prévient le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, si l'entrepreneur n'obtempère pas ;
- Il veille à la bonne exécution de ces tâches et propose l'imputation des frais afférents à qui de droit.

#### **4.1.4 Phase de réception des travaux et de livraison des ouvrages**

Durant cette phase :

- Il élabore le calendrier détaillé des opérations relatives aux essais, réceptions techniques et pré-réceptions en accord avec les cotraitants de l'équipe de maîtrise d'œuvre et les entreprises ;
- Il aide les cotraitants de l'équipe de maîtrise d'œuvre à organiser les visites préalables à la réception, et sur la base de la liste des réserves, établie par le maître d'œuvre, suit l'avancement des travaux de reprise, procède aux relances éventuelles ;
- Il élabore le calendrier de réception et il participe aux opérations de réception ;
- Il organise et suit le processus des levées de réserves, dont la liste est toujours établie par le maître d'œuvre, procède aux relances nécessaires ;
- Il programme et suit l'élaboration du dossier des ouvrages exécutés et contrôle, en accord avec les cotraitants de l'équipe de maîtrise d'œuvre et le Coordinateur sécurité-santé, le contenu de ce dossier ;
- Il suit, en liaison avec les cotraitants de l'équipe de maîtrise d'œuvre, les opérations de démontage des installations et de remise en état des lieux ;
- Il programme et organise les opérations précédant la mise en exploitation des ouvrages ;
- Il organise et suit les travaux de parfait achèvement des ouvrages ;
- Il établit les "tableaux de bord" et les comptes-rendus périodiques au maître d'ouvrage sur l'avancement des opérations de réception et de levée des réserves (périodicité à préciser) ;
- Il élabore le rapport de fin de chantier et précise, le cas échéant, les responsabilités respectives des intervenants dans les retards ;
- Il fournit un avis sur les contentieux avec les entreprises lorsque les délais et/ou l'organisation du chantier sont en cause ;
- Il peut en suivre l'instruction.

En ce qui concerne la maîtrise des coûts, il assure les prestations suivantes :

- Contrôle de la vérification des décomptes définitifs fournis par la maîtrise d'œuvre,
- Assistance au Maître d'Ouvrage pour l'établissement du bilan définitif de l'opération.

En amont et/ou au cours de la mise en service de l'ouvrage, il remplit les tâches suivantes :

- Il recense les contraintes de toute nature (d'ordre administratif, technique ou de mise en place du personnel) conditionnant le début de fonctionnement des différents services ;
- Il établit un calendrier détaillé de ces contraintes et en assure la diffusion ;
- Il organise et anime, en liaison avec l'exploitant et les intervenants, les réunions de coordination et de suivi du calendrier ;
- Il propose, le cas échéant, des actions correctives ;
- Il assiste le maître d'ouvrage dans l'archivage du dossier du chantier.

## **4.2. CONCEPTION ET COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (CCSSI)**

---

La mission CSSI est confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre titulaire de la mission de base. Le contenu de la mission de coordination SSI, doit être conforme à la norme NF S61-931 de juillet 2000 et NF S61 932 de décembre 2008 pour assurer la normalisation de la conception, de l'installation et de la maintenance des équipements techniques de sécurité contre les risques d'incendie et de panique en fonction de la nature du bâtiment.

En phase de conception, le coordonnateur SSI établit un cahier des charges fonctionnel du SSI définissant :

- L'analyse des besoins et identification des principes généraux du SSI ;
- L'organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS) ;
- Le positionnement des matériels centraux déportés ;
- Les modalités d'exploitation d'alarme (restreinte, générale ou sélective) ;
- Les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) ;
- Le principe et la nature des liaisons ;
- La procédure de réception technique.

De plus, le coordonnateur SSI assure :

- La production de la notice de sécurité à joindre à la demande d'autorisations administratives ;
- Sa présence aux réunions avec le service instructeur des autorisations nécessaires à l'ouverture et au bon déroulement des travaux ;
- L'examen des cahiers des charges techniques particulières des marchés de travaux (vérification de la définition des scénarii de mise en sécurité, vérification de la définition du principe de mise en sécurité et finalisation des zones) ;
- L'établissement du dossier d'identité CSSI.

En phase de réalisation :

- Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI ;
- Création et mise à jour du dossier d'identité SSI conforme à la norme NF S61-932 ;
- Participation aux réunions de chantier ayant rapport avec la mission de coordination SSI ;

- Vérification sur site de la conformité des travaux par rapport aux normes en vigueur SSI ;
- Examen des documents d'exécution concernant le SSI ;
- Recollement et examen des procès-verbaux et des certificats de conformité des matériels du SSI ;
- Etablissement d'avis, de rapports et de comptes-rendus relatifs à cette phase réalisation, transmission à l'ensemble des intervenants concernés et suivi de leur prise en compte.

En phase de réception :

- Définition de la méthodologie des essais à mener par les entreprises pour les phases de réception ;
- Organisation et participation aux essais.
- Élaboration des PV de réception technique du SSI à signer par les intervenants concernés du chantier ;
- Mise à jour du dossier d'identité du SSI existant ;
- Participation à la visite de la commission de sécurité.

## **ARTICLE 5 – LIMITES D'INTERVENTION**

Ne sont pas compris dans les éléments de mission mentionnés ci-dessus des éléments de mission complémentaires d'assistance et notamment :

- L'établissement, pendant les études et/ou la période de préparation des travaux, en concertation avec le maître de l'ouvrage et les différents intervenants concernés, du schéma directeur de la qualité ;
- Le suivi particulier de la mise en œuvre de certains éléments d'ouvrages nécessitant une présence permanente ;
- La définition et le choix des équipements mobiliers ;
- Le traitement de la signalétique ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour l'insertion des arts plastiques dans l'opération ;
- L'assistance au maître d'ouvrage dans la définition et la mise en œuvre de projets particuliers de paysage
- L'assistance au maître de l'ouvrage par des missions d'expertise en cas de litige avec des tiers.

Lorsque ces missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier doit, néanmoins, au titre de son obligation de conseil, attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes lorsque cela est nécessaire à la cohérence de l'opération.